



UNIUNEA EUROPEANA



GUVERNUL ROMÂNIEI
MINISTERUL MUNCII, FAMILIEI
SI PROTECTIEI SOCIALE
AMPOSDRU



Fondul Social European
POSDRU 2007-2013



Instrumente Structurale
2007-2013



OIPOSDRU



ACADEMIA ROMÂNĂ

Investește în oameni !

FONDUL SOCIAL EUROPEAN

Programul Operațional Sectorial pentru Dezvoltarea Resurselor Umane 2007 – 2013

Axa prioritară nr.1 „Educația și formarea profesională în sprijinul creșterii economice și dezvoltării societății bazate pe cunoaștere”

Domeniul major de intervenție 1.5 “Programe doctorale și post-doctorale în sprijinul cercetării”

Titlul proiectului: **“Valorificarea identităților culturale în procesele globale”**

Beneficiar: **Academia Română**

Numărul de identificare al contractului: **POSDRU/89/1.5/S/59758**

Conferința cu participare internațională

„PROPRIETATEA INTELLECTUALĂ. ROLUL STATULUI ÎN SUSȚINEREA CULTURII”

București, 3-4 octombrie 2012, Aula Academiei Române, Calea Victoriei nr. 125

Discursul Domnului Prof. dr. THIERRY DE MONTBRIAL

La propriété intellectuelle. La culture et le rôle de l'État.

Chers amis, c'est toujours un très grand plaisir, une joie, même, de me retrouver ici parmi vous. Le sujet qui nous occupe ce matin est difficile. Et il est plus difficile encore pour quelqu'un comme moi qui suis en effet, vous l'avez rappelé, d'origine mathématicienne. C'est la notion d'identité, qui est en réalité extrêmement complexe. Comme la notion de culture elle-même, d'ailleurs, parce qu'il y a énormément d'approches du concept de culture, des rapports entre culture et civilisation. Disons qu'il y a l'acception large qui est familière aux ethnologues, qui fait qu'on se sent appartenir à une même famille d'après les réactions partagées face aux circonstances de la vie. Dans cette acception très large, la manière de se nourrir, la cuisine, la manière de s'habiller, tout cela fait partie de la culture. Dans l'acception étroite, plus classique et plus familière aux gens de littérature, aux historiens, la culture est un ensemble d'œuvres. Ce sont les œuvres, que ce soient les œuvres qui appartiennent à la littérature, à la philosophie, mais également les œuvres artistiques, peinture, sculpture etc. En réalité, les deux sont liés.

Mais ce sur quoi je veux insister, c'est que jusqu'ici dans ma vie je n'ai jamais rencontré de concept de culture, si tant est qu'un concept puisse se définir, bien sûr, qui soit accepté par tout le monde. De même qu'il y a un flottement terminologique dans les concepts de culture et



UNIUNEA EUROPEANA



GUVERNUL ROMANIEI
MINISTERUL MUNCII, FAMILIEI
SI PROTECTIEI SOCIALE
AMPOSDRU



Fondul Social European
POSDRU 2007-2013



Instrumente Structurale
2007-2013



MINISTERUL
EDUCAȚIEI
CERCETĂRII
TINERETULUI
ȘI SPORTULUI
OIPOSDRU



ACADEMIA ROMÂNĂ

de civilisation. Cette difficulté est commune à tous les grands concepts, qui au bout du compte sont indéfinissables. C'est d'ailleurs un point sur lequel Pascal insiste beaucoup : l'impossibilité de définir certains concepts. Et, naturellement, la compréhension de certains concepts procède en spirale, c'est-à-dire que l'on revient constamment sur les mêmes sujets en montant dans les niveaux de compréhension. Mais au bout du compte, on n'a jamais défini ce dont on parle. Et donc on en est réduit à une position peu confortable, qui est d'employer un concept en supposant que chacun comprend ce dont on parle, de la manière dont on en parle soi-même. Ce qui évidemment est une source de difficulté, qui peut certes être féconde. Je me souviens, quand j'ai commencé, très jeune, à aborder la notion mathématique d'ensemble, qui paraît très simple de prime abord mais qui, dès qu'on la creuse un peu, paraît au contraire extraordinairement compliquée. Mon professeur avait dit : « Plutôt que de chercher à définir la notion d'ensemble, je vais supposer que vous comprenez ce que cela veut dire, et que ce que vous comprenez, c'est la même chose que ce que moi je comprends. » Donc je vais admettre que nous nous comprenons lorsque nous parlons de culture et d'identité culturelle.

Ce qu'il y a de certain, c'est que, dans l'idée d'identité culturelle, il y a tout de même deux notions objectives facilement reconnaissables. L'une, le partage spontané d'un certain nombre de codes de compréhension. Quand j'arrive en Roumanie, je me retrouve en terrain connu. Si j'arrive en Inde, par exemple, et si je pose une question à quelqu'un et qu'il agite la tête de gauche à droite, ce geste veut dire oui, alors que nous, généralement, lorsque nous faisons ce signe de tête, cela veut dire non. Voilà un exemple d'une très grande banalité, mais la vie quotidienne est remplie de ces signes. Certains sont très élémentaires comme celui que je viens d'indiquer, d'autres sont plus subtils, comme par exemple les références à des œuvres, qu'elles soient littéraires, artistiques ou d'autre nature. Cela, c'est le premier élément.

Le deuxième élément, c'est la notion de mémoire, sur laquelle M. Moutsopoulos a insisté aussi dans sa présentation il y a quelques minutes. L'identité, c'est une actualisation permanente d'un passé, et une actualisation reconstruite. Puisque Eugen Simion a parlé de Proust... L'une des choses qui me fascinent chez Proust, précisément, c'est qu'il montre bien que la réactualisation des souvenirs n'est en fait pas une véritable réactualisation, c'est toujours une reconstruction, c'est-à-dire qu'on retrouve, mais on reconstruit en même temps, puisque par définition, quelle que soit la biologie, quels que soient les efforts, le présent ne



UNIUNEA EUROPEANA



GUVERNUL ROMANIEI
MINISTERUL MUNCII, FAMILIEI
SI PROTECTIEI SOCIALE
AMPOSDRU



Fondul Social European
POSDRU 2007-2013



Instrumente Structurale
2007-2013



MINISTERUL
EDUCAȚIEI
CERCETĂRII
TINERETULUI
ȘI SPORTULUI
OIPOSDRU



ACADEMIA ROMÂNĂ

peut jamais être le passé. Le passé vit dans le présent, mais il vit sous une autre forme. Donc, dans la notion d'identité culturelle, il y a cette notion de partage spontané qui fait qu'on se comprend, par le langage corporel, les mots qu'on échange, les signes multiples, mais il y a également un phénomène de mémoire, d'actualisation permanente.

Ce que j'ai simplement voulu dire, c'est qu'il y a une véritable difficulté avec la notion de culture, et il faut au moins en être pleinement conscient. Aujourd'hui, quand on va en Russie, on entend de plus en plus dire que le cœur de l'identité russe, c'est la religion orthodoxe. Pendant la période communiste, ce n'était évidemment pas ce qu'on disait, et ce n'était pas évident pour des visiteurs de la Russie — je dis bien de la Russie et non pas de l'Union soviétique. Pendant trois générations ce n'était pas évident que l'identité de la Russie pouvait être réduite à l'orthodoxie. Peut-être d'ailleurs aujourd'hui exagère-t-on, par un phénomène de réaction, en simplifiant les choses à ce point, ce qui d'ailleurs est lié à une question politique, puisque, en disant que l'identité russe se confond finalement avec le phénomène orthodoxe, derrière une telle affirmation il y a un enjeu en réalité politique, qui est la division des rôles entre l'État et l'Église. De fait, on voit bien aujourd'hui, s'agissant de la Russie, que le système politique russe repose en effet sur deux piliers, à savoir le tsar — aujourd'hui le président Poutine — et le patriarche de toutes les Russies qui se présente en réalité au moins autant comme un homme politique que comme un prêtre. Et, en faisant cette remarque, je m'approche un petit peu plus de la question qui m'a été spécifiquement posée, qui est celle des rapports entre la culture et l'État, puisque c'est la notion d'identité qui est essentiellement liée à la notion de culture, et l'État, évidemment, c'est l'intrusion de la politique.

Ce que je voudrais vous dire maintenant, c'est qu'il y a deux façons radicalement opposées d'envisager cette question. Pour simplifier, je dirai : la façon américaine et la façon française. Les situations réelles peuvent se rattacher plus ou moins à l'un ou l'autre de ces cas, ou à une combinaison des deux.

Pour un Français, il va de soi que l'État a un rôle majeur à jouer dans la culture. Et d'ailleurs nous parlons de politique culturelle. La culture est un enjeu politique. Nous concevons l'État comme étant le responsable ultime de la préservation de l'identité. D'ailleurs nous avons — cela a été l'un des apports du général de Gaulle — un ministère de la Culture, dont le premier titulaire a été le célèbre André Malraux, une figure hautement symbolique. Le général de Gaulle et André Malraux partageaient comme allant de soi l'idée que l'État avait



UNIUNEA EUROPEANA



GUVERNUL ROMÂNIEI
MINISTERUL MUNCII, FAMILIEI
ȘI PROTECȚIEI SOCIALE
AMPOSDRU



Fondul Social European
POSDRU 2007-2013



Instrumente Structurale
2007-2013



MINISTERUL
EDUCAȚIEI
CERCETĂRII
TINERETULUI
ȘI SPORTULUI
OIPOSDRU



ACADEMIA ROMÂNĂ

une responsabilité majeure en matière culturelle. Et effectivement, s'agissant de la France, il y a une vieille tradition. Sous la monarchie, ce sont les rois qui successivement ont soutenu les artistes et commandé ou commandité les œuvres, que ce soient les grandes œuvres architecturales — le cas extrême étant le château de Versailles — ou naturellement la littérature, le théâtre, la poésie. Les rois subventionnaient les grands artistes et leur passaient commande. Un certain nombre des chefs d'œuvres de la littérature française ont été réalisés sur commande, ce qui d'ailleurs est assez inouï. Mais cela se retrouvait dans d'autres... j'hésite entre les mots cultures et civilisations, ce qui renvoie à mes hésitations initiales, mais je pense par exemple à l'histoire de l'Italie, la Papauté, le rôle de la Papauté dans la grande éclosion de la culture italienne au Quattrocento, Cinquecento etc. Tout cela, c'est la tradition de l'État, le pouvoir, temporel ou spirituel, qui est porteur de la culture, passe commande, entretient les artistes, les valorise ou au contraire les punit, d'où un lien finalement inextricable entre la politique et l'État. Aujourd'hui encore, dans un pays comme la France, cette notion prévaut. Sous le président Mitterrand, entre 1981 et 1995, mais surtout dans les premières années où l'État mitterrandien a été assez généreux financièrement, il y a eu un grand ministère de la Culture, dont le budget a été à peu près doublé par Mitterrand au début des années quatre-vingt, avec toutes sortes de réalisations, les unes bonnes et les autres moins bonnes, mais c'était toujours l'État qui décidait, et les connivences qui s'établissaient étaient des connivences qui ressemblaient finalement à celles de l'ancienne monarchie, entre les artistes et les hommes politiques, les artistes courtisant les hommes politiques, les flattant, et eux-mêmes en retour leur distribuant la manne, souvent avec bonheur et parfois avec moins de bonheur.

La conception américaine est diamétralement opposée. À ma connaissance, il n'y a jamais eu de ministère de la Culture aux États-Unis. Et ce point a été observé très tôt par Alexis de Tocqueville. *La Démocratie en Amérique* est un livre qui mérite d'être lu et relu, à la fois parce que c'est un chef d'œuvre d'analyse et de perception d'un pays étranger, mais parce que c'est également un des premiers grands ouvrages de sociologie. Raymond Aron considérait Tocqueville comme étant l'un des pionniers de la pensée sociologique moderne, le fondateur de la sociologie. Ce qu'observe Tocqueville, c'est que contrairement à un pays comme la France, l'État américain ne se considère pas porteur de l'intérêt général des États-Unis. Derrière l'expression « intérêt général », il y a la notion de culture, puisque l'intérêt général



UNIUNEA EUROPEANA



GUVERNUL ROMANIEI
MINISTERUL MUNCII, FAMILIEI
SI PROTECTIEI SOCIALE
AMPOSDRU



Fondul Social European
POSDRU 2007-2013



Instrumente Structurale
2007-2013



OIPOSDRU



ACADEMIA ROMÂNĂ

c'est en définitive la conservation de l'identité, ou si vous voulez de l'être, si on considère une collectivité, une unité politique comme un être. La préservation de l'identité, la préservation de l'être, c'est le but ultime de la politique. Et dans la préservation de l'identité, la préservation de l'être, il y a évidemment la préservation de la culture, qui est à la base de l'identité. À ce point d'ailleurs, je ne l'ai pas dit tout à l'heure mais je le dis maintenant, on peut se poser la question de savoir si, quand on parle d'identité culturelle, ce n'est pas un pléonasmе. Le mot « identité » implique la culture, et réciproquement.

Donc, dans la conception tocquevillienne, qui reflète la réalité américaine telle qu'il la perçoit, ce n'est pas l'État qui est porteur de cette préservation existentielle, c'est la société dans son ensemble, et ce que nous appellerions aujourd'hui la société civile. Cela se manifeste concrètement à travers des institutions précises, qui sont les associations et les fondations. De fait, aujourd'hui encore, vous constatez que, aux États-Unis, les institutions qui portent le développement de la culture, ou qui portent à la fois la préservation du patrimoine et le développement de la culture, puisque dans la culture il y a toujours la double dimension de conservation ou de préservation, et de projection, c'est-à-dire de progrès, l'une n'excluant pas l'autre puisque nous sommes sur un terrain vivant. Toute unité politique qui se préserve est vivante, elle crée. La préservation de l'être, ce n'est pas la fixation, on ne le fige pas en dehors du temps, cela évolue, donc il ne faut pas opposer, de ce point de vue là, la préservation, donc l'actualisation de la mémoire, et la projection c'est-à-dire la création. C'est la dialectique conservation-création. Les fondations et les associations américaines qui se préoccupent de culture au sens le plus large du terme se donnent cette double mission, de préserver et de créer. Mais l'État ne joue aucun rôle là-dedans. En revanche, l'État américain joue un rôle beaucoup plus évident en matière de science et de technique.

Je précise au passage qu'il y a tout un débat, qui là aussi à ma connaissance n'est pas tranché : est-ce que la science et la technique font partie de la culture ? Peut-on parler de culture mathématique ? Peut-on parler de culture en matière de physique ? C'est une vraie question. Est-ce que nous sommes là dans le domaine de la culture, ou pas ? J'ai une opinion là-dessus, mais je pose la question en passant. Oui, l'État américain intervient beaucoup (il n'est pas le seul) dans la science, par exemple. Est-ce qu'il intervient réellement dans la culture, dans une acception nettement séparée de la science, ma réponse est non.



UNIUNEA EUROPEANA



GUVERNUL ROMANIEI
MINISTERUL MUNCII, FAMILIEI
SI PROTECTIEI SOCIALE
AMPOSDRU



Fondul Social European
POSDRU 2007-2013



Instrumente Structurale
2007-2013



MINISTERUL
EDUCAȚIEI
CERCETĂRII
TINERETULUI
SI SPORTULUI
OIPOSDRU



ACADEMIA ROMÂNĂ

Cela étant, derrière cela, il y a quelque chose d'autre, parce que tout se tient. Ce quelque chose d'autre, c'est une conception de l'État où le rôle de l'État lui-même — l'État au sens de gouvernement, parce que là aussi il faut faire attention aux mots : quand on parle de l'État, on peut dire par exemple la France en tant qu'État, les États-Unis en tant qu'État, mais on peut aussi parler du gouvernement d'un État avec ses diverses branches, l'exécutif, le législatif, le judiciaire etc., et tout se tient. La différence fondamentale qui se trouve derrière celle que je viens d'indiquer — je reprends toujours l'exemple des États-Unis et de la France —, c'est l'idée qu'aux États-Unis le gouvernement, donc la branche exécutive du gouvernement, doit avoir un rôle limité à l'essentiel, c'est-à-dire aux fonctions régaliennes principales, dont la culture ne fait sûrement pas partie. Alors qu'au contraire, dans un pays comme la France, l'État, donc encore une fois la branche exécutive, a une interprétation extrêmement large de ses responsabilités, de ses fonctions régaliennes, et qui inclue la culture.

Mais derrière cela il y a encore autre chose, qui est la fiscalité. Je vous ai dit tout à l'heure que j'allais en arriver à des considérations prosaïques. En effet, il y a, derrière les conceptions opposées dont je viens de parler, des implications pratiques. Dans l'État américain, il y a l'idée que la fiscalité doit être limitée, c'est-à-dire que la société en tant que telle doit prendre le moins possible aux individus. Alors que dans le cas d'une société comme la France, la fiscalité est beaucoup plus lourde, et elle l'est indépendamment des positions qui relèvent d'un autre débat, sur l'égalité, c'est-à-dire la dimension plus ou moins égalitaire de la fiscalité et de la redistribution. Il y a la notion quantitative, c'est-à-dire la ponction globale sur la société, qui doit être limitée dans le cas américain et qui peut être éventuellement supérieure à 50 %, ce qui est déjà le cas en France. Derrière cela, encore une fois, il y a des positions fondamentalement différentes sur le rôle de l'État dans la préservation de l'identité. C'est cela, la différence absolument essentielle entre les deux acceptions.

Naturellement, il peut y avoir des débats autour des deux acceptions. Par exemple, aux États-Unis, il y a des débats depuis des décennies, avec des montées et des descentes, sur le rôle de l'État. Par exemple, si vous prenez la campagne présidentielle actuelle, le président Obama représente une tendance aux États-Unis qui défend l'élargissement de la sphère de l'État. Dans le cas de Mitt Romney, c'est exactement l'inverse, il préconise au contraire la réduction de l'État. Et d'ailleurs les débats ne portent pas sur des sujets culturels, qui à ma



UNIUNEA EUROPEANA



GUVERNUL ROMANIEI
MINISTERUL MUNCII, FAMILIEI
SI PROTECTIEI SOCIALE
AMPOSDRU



Fondul Social European
POSDRU 2007-2013



Instrumente Structurale
2007-2013



OIPOSDRU



ACADEMIA ROMÂNĂ

connaissance sont à peu près totalement absents de la campagne, ils portent plutôt sur des sujets comme la protection sociale ou la sécurité sociale.

Il faut ajouter un autre niveau de distinction, dans lequel je ne suis pas du tout rentré pour simplifier mon propos. N'oublions pas que les États-Unis sont un État fédéral et que, lorsqu'on parle de l'État américain comme je l'ai fait jusqu'ici, je pense à l'État fédéral, mais vous avez aussi tous les États dont l'association forme précisément les États-Unis d'Amérique. Donc, quand on parle d'État, il faut savoir à quel niveau on se place. Vous avez cette notion de fédéralisme qui est très étrangère à des pays comme la France ou comme la Roumanie, mais qui est familière dans d'autres parties de l'Europe : typiquement, la République fédérale d'Allemagne, qui de ce point de vue là est plus proche de la culture politique américaine que de la culture politique française. Donc, dans un pays comme la France, on trouve tout à fait normal que ce soit l'État au sens de gouvernement et donc, derrière cela, la fiscalité, qui subventionne les artistes, les créations littéraires, les livres, le cinéma. Il y a même des procédures fiscales exceptionnelles pour entretenir la création cinématographique, des procédures fiscales qui sont d'ailleurs d'une grande complexité.

Mais le point sur lequel je voulais insister, c'était la différence, et une différence vraiment culturelle, dans le sens le plus profond du terme. C'est-à-dire que, pour qui n'est pas vraiment rentré dans le détail de ces choses, les points de vue des autres sont absolument incompréhensibles. Le Français moyen, si je puis dire, ne comprend rien à ce qui se passe aux États-Unis, et réciproquement. Pour un Américain, la politique culturelle française est un objet bizarroïde, et réciproquement pour un Français qui regarde ce qui se passe aux États-Unis. J'ai connu des Français, il n'y a pas si longtemps encore, des gens à peine plus âgés que moi, très cultivés et distingués, qui me disaient : « Il n'y a pas de culture aux États-Unis », ce qui est évidemment d'une grande absurdité. S'il y a un pays qui au contraire est extrêmement dynamique sur ce plan, ce sont bien les États-Unis. Que quelqu'un de très « cultivé » vous dise que les États-Unis sont un pays inculte, c'est une absurdité. Mais ce que cet interlocuteur avait en tête, je l'ai bien compris. Pour lui, le fait qu'il n'y ait pas de ministère de la Culture et que ce ne soit pas l'institution, le gouvernement fédéral qui soutienne les artistes comme les rois de France les soutenaient, c'était cela qui le choquait. Je vous disais qu'aux États-Unis il y a des débats sur le rôle de l'État, mais ils ne portent pas à ma connaissance sur les aspects culturels. En France, il y a aussi des débats. Marc Fumaroli est l'une des grandes



UNIUNEA EUROPEANA



GUVERNUL ROMÂNIEI
MINISTERUL MUNCII, FAMILIEI
SI PROTECTIEI SOCIALE
AMPOSDRU



Fondul Social European
POSDRU 2007-2013



Instrumente Structurale
2007-2013



OIPOSDRU



ACADEMIA ROMÂNĂ

personnalités françaises de la culture aujourd'hui. Il s'est fait connaître du grand public il y a vingt-cinq ans en publiant un pamphlet dont le titre était : *L'État culturel*. En l'occurrence, il dénonçait justement l'emprise excessive de l'État français sur la chose culturelle.

Je voudrais conclure par quelques remarques, peut-être pour ouvrir le débat. Comme toujours quand on approche la question culturelle, quelle que soit sa facette, l'histoire est très importante. Il y a une mémoire, et même si on ne pense pas explicitement en ces termes, cela pèse beaucoup. Beaucoup de ce que nous disons, les uns et les autres, dépend, sans même que nous nous en rendions véritablement compte, d'une mémoire que nous avons intériorisée, transformée etc., et qui est justement une des composantes, sinon la composante essentielle, de la culture. Donc les positions que nous pouvons défendre les uns et les autres sur ces questions du rôle de l'État dans la culture sont pénétrées de notre propre histoire, ou plus exactement de l'histoire de la communauté à laquelle nous appartenons. Cela veut dire que le dialogue avec les autres est compliqué, parce que nous ne partons pas avec les mêmes prémisses, et donc nous commençons, dans tout débat, avec la difficulté que nous ne parlons pas forcément de la même chose. Dans tous les dialogues dignes de ce nom, je fais allusion à la littérature grecque, il faut commencer par s'entendre sur ce dont on est supposé parlé, et, dans des domaines comme celui de la culture, cela peut entraîner des prémisses assez complexes.

Le deuxième point est un corollaire du premier. C'est que, si nous ne pensons pas en terme de tel ou tel pays européen — la Roumanie, la France, l'Allemagne, l'Autriche, ou autre —, mais si nous pensons en terme d'Europe dans son ensemble, nous avons beaucoup de chemin à parcourir. Jean Monnet, qui est considéré comme l'un des pères de l'Europe, est supposé avoir dit à la fin de sa vie : « Si c'était à refaire, je commencerais par la culture. » Qu'aurait-il voulu dire exactement ? La question elle-même mérite débat et cela pose deux questions subsidiaires.

Première question, celle que nous nous posons régulièrement dans ce séminaire « Penser l'Europe » dont la onzième édition va commencer demain, c'est justement celle de l'identité européenne. Poser la question de l'identité européenne, c'est, si tout ce que j'ai dit précédemment a un sens, poser la question de l'existence d'une culture européenne qui soit nettement distincte de celles des entités non-européennes, en tout cas suffisamment distincte pour que l'objet Europe puisse avoir un sens. Et, si l'on répond positivement à la question,



UNIUNEA EUROPEANA



GUVERNUL ROMANIEI
MINISTERUL MUNCII, FAMILIEI
SI PROTECTIEI SOCIALE
AMPOSDRU



Fondul Social European
POSDRU 2007-2013



Instrumente Structurale
2007-2013



OIPOSDRU



ACADEMIA ROMÂNĂ

c'est-à-dire : « Oui, il existe une culture européenne », on est immédiatement conduit à la seconde question, qui est celle du rôle je ne dirai pas de l'État, puisqu'il n'y a pas d'État européen, mais celle du rôle actuel ou potentiel de la gouvernance politique de l'Union européenne dans la conservation et la création de la culture européenne dont on postule l'existence. Cette seconde question elle-même va en entraîner d'autres, bien sûr, et va nous entraîner nécessairement à voir si l'approche doit s'inspirer davantage de la tradition américaine mettant l'accent sur la société civile, ou au contraire de la tradition symboliquement française mettant l'accent sur un État, qui en l'occurrence n'existe pas. Donc nous avons des questions extrêmement fondamentales. Mais je dirai que, quelles que soient les réponses, ce qui va être intéressant dans une telle démarche, c'est précisément la démarche elle-même.

Mon sentiment personnel, c'est qu'il est extrêmement difficile de définir la notion de culture européenne. Je termine par là où j'ai commencé. J'ai commencé par dire que définir la culture était déjà extrêmement difficile. Définir la culture européenne, c'est ajouter une difficulté à une difficulté ou, pour être plus précis encore, c'est multiplier une difficulté par une autre, ce qui n'est pas exactement la même chose. Mais, en même temps, on peut avoir l'intuition de la réponse. De même que, si je suis incapable de définir rigoureusement la culture, j'en ai quand même une intuition — quand je dis « je », c'est un « je » impersonnel. Tout le monde connaît le fameux passage de Saint Augustin sur le temps, dans les *Confessions*, quand il dit : Si vous ne me demandez pas ce que c'est que le temps [au sens du temps qui passe], je sais ce que c'est. Si vous me le demandez, je ne le sais plus. Et, effectivement, je mets au défi quiconque, ici et ailleurs, comme Saint Augustin le faisait, de définir la notion de temps. Pas plus d'ailleurs que la notion de conscience au sens premier du terme, ce qui nous renvoie à Pascal, avec ses concepts primitifs non définissables.

Donc je ne sais pas ce que c'est que la culture européenne, et pourtant j'ai l'intuition que cela existe. Et en tout cas, quand je vais dans certains pays éloignés, comme la Chine, surtout d'ailleurs en Asie, parce que le reste du monde a été très largement imprégné des cultures européennes, ce qui rend les distinctions plus difficiles, mais il y a certaines parties du monde où on se sent encore nettement éloigné de la culture européenne. Et c'est précisément cet éloignement qui nous permet de dire que, malgré tout, il existe quelque chose qui ressemble à une culture européenne.



UNIUNEA EUROPEANA



GUVERNUL ROMÂNIEI
MINISTERUL MUNCII, FAMILIEI
SI PROTECTIEI SOCIALE
AMPOSDRU



Fondul Social European
POSDRU 2007-2013



Instrumente Structurale
2007-2013



MINISTERUL
EDUCAȚIEI
CERCETĂRII
TINERETULUI
SI SPORTULUI
OIPOSDRU



ACADEMIA ROMÂNĂ

Si donc on se fie à cette intuition et qu'on dit : oui, finalement elle existe, cette fameuse culture européenne, cet objet non identifié, à ce moment-là il faut entamer un débat pour savoir comment on va la faire fructifier, faire un travail de mémoire, d'actualisation et de projection. Peut-être d'ailleurs que les travaux que nous faisons ici, au sein de notre séminaire « Penser l'Europe », et ce qui tourne autour, comme cette réunion d'aujourd'hui, tout cela peut contribuer à faire avancer un peu la démarche, la réflexion, et à faire vivre, donc, cette culture européenne à la recherche de laquelle nous nous trouvons tous.

Je vous remercie de votre patience. Il est difficile de parler d'un objet non identifiable...

Merci pour ces questions importantes, et certaines difficiles.

Je vais quand même dire un mot sur le dernier point, c'est-à-dire sur lequel vous dites ne pas poser de question... mais rien n'est plus agréable que de répondre à une question qui n'a pas été posée ! C'est la question de la science et de la culture.

Je sais qu'il existe beaucoup de points de vue sur cette question. Mais de mon point de vue, le propre de la culture, ce sont des façons d'approcher des réalités humaines, c'est-à-dire l'homme par rapport à sa place dans l'univers, la question transcendantale, la question de la vie, de la mort, du rapport à la nature... Les questions fondamentales que se posent tous les hommes et qui font que, en tout temps et en tout lieu, l'homme est homme et qu'il y a donc une identité humaine. La culture, ce sont des variations dans les réponses aux questions fondamentales que les hommes se posent. Quand je lis un roman japonais où il y a un homme qui se suicide, je sens que la façon d'approcher cette question universelle peut être différente de celle d'un auteur occidental traitant du même sujet.

Il n'y a rien de tel, évidemment, si on parle de mathématiques. Les mathématiques ne sont pas une question véritablement humaine. Plus je vieillis et plus je me sens platonicien. Je parle avec respect devant le professeur Moutsopoulos qui est probablement le grand connaisseur ici, et de loin, en matière de philosophie grecque. Une des choses avec lesquelles je me sens en harmonie profonde avec Platon, c'est la théorie des Idées. Je crois que Platon considère que, parmi toutes les Idées (avec un grand I), il y en a une qui est tout à fait à part, qui précisément est constituée par les mathématiques. J'adore les mathématiques. Pour tout vous dire, je ne voyage jamais sans un livre de mathématiques avancées, aujourd'hui encore. Je suis passionné de ce domaine, mais je ne le mets pas dans la culture, je crois que c'est une



UNIUNEA EUROPEANA



GUVERNUL ROMÂNIEI
MINISTERUL MUNCII, FAMILIEI
SI PROTECTIEI SOCIALE
AMPOSDRU



Fondul Social European
POSDRU 2007-2013



Instrumente Structurale
2007-2013



OIPOSDRU



ACADEMIA ROMÂNĂ

catégorie à part. Comme aussi la physique fondamentale, que je rapprocherai des mathématiques. Par exemple si vous développez la théorie des cordes ou si vous cherchez à identifier les lois qui seraient susceptibles de donner une théorie unitaire du monde, c'est-à-dire une théorie — en l'occurrence c'est ce qu'est supposée faire la théorie des cordes aujourd'hui — qui permette d'unifier les lois de l'électromagnétisme ou de la gravitation et des deux forces nucléaires fondamentales. Il y a évidemment l'aspect esthétique, aussi, auquel on peut être sensible, et l'aspect esthétique, lui, ressortit plutôt à la culture. Mais il y a aussi un aspect mathématique qui échappe, qui va au-delà de l'homme justement, et qui donc n'est pas du domaine de la culture à proprement parler. Mais enfin cela, ce sont des sujets sur lesquels on peut débattre longuement, et je reconnais volontiers que, s'agissant des sciences et des techniques, même les États fédéraux ont tendance à soutenir la recherche, par exemple, parce qu'il y a aussi derrière cela une notion de puissance. Je n'ai pas abordé cela dans mon propos, mais il y a aussi dans les politiques des États une idée sous-jacente relative à la puissance de l'État.

S'agissant de l'Allemagne, deux observations. D'abord la distinction entre l'État fédéral et les Länder est en effet essentielle. Les Länder ont, à des degrés divers — c'est très variable d'un Land à un autre — des politiques culturelles si je puis dire au petit pied. Il est vrai qu'il n'y a pas dans la tradition allemande d'intervention majeure de l'État sur des sujets culturels. D'ailleurs aujourd'hui on chercherait vainement — je parle sous le contrôle de ceux qui connaissent le sujet mieux que moi — les traces d'une grande politique en matière de cinéma, par exemple, en Allemagne. L'Allemagne, à ma connaissance, n'est pas considérée comme un grand pays en matière de production cinématographique. L'Italie a eu une période faste en matière de production cinématographique, la France essaie d'exister encore dans ce domaine grâce aux interventions de l'État, mais il n'y a pas véritablement de cinéma allemand qui s'impose, ou même qui existe à l'échelle planétaire. La grande culture allemande, je la vois plutôt comme une culture non coûteuse. Je veux dire par là que la littérature, par exemple, est une activité culturelle fondamentale, mais qui ne coûte pas grand-chose. C'est différent par exemple avec l'architecture, de ce point de vue là. Il y a tout de même des limites. Après la réunification, en 1991, l'Allemagne, l'État allemand a investi dans des projets architecturaux. À Berlin, par exemple, il y a eu beaucoup d'argent investi, parce que c'étaient les symboles de la renaissance, de l'unification. Ils préfèrent employer le terme unification (*Vereinigung*)



UNIUNEA EUROPEANA



GUVERNUL ROMÂNIEI
MINISTERUL MUNCII, FAMILIEI
ȘI PROTECȚIEI SOCIALE
AMPOSDRU



Fondul Social European
POSDRU 2007-2013



Instrumente Structurale
2007-2013



OIPOSDRU



ACADEMIA ROMÂNĂ

plutôt que réunification (*Wiedervereinigung*) de l'Allemagne. Mais l'Allemagne, je dirai, est un peu intermédiaire entre les États-Unis et la tradition française, mais avec de toute façon un niveau plus faible. En revanche, les Allemands ont toujours été assez actifs en matière scientifique.

Derrière cela, il y a tout de même l'idée que les ambitions des uns et des autres, des unités politiques, des États, en matière culturelle ne sont pas les mêmes. Les États-Unis sont très ambitieux, simplement cette ambition ne passe pas par l'État au sens du gouvernement. Et là on retrouve un peu l'idée de marché : cela passe par les grandes fortunes. Vous faites fortune, vous créez une fondation qui va porter votre nom, et cette fondation va investir dans le domaine de la création artistique, ou de la conservation artistique, ou d'ailleurs dans d'autres domaines — cela peut être la médecine, la science, toutes sortes d'autres choses. Mais si vous allez dans n'importe quel musée américain, c'est très frappant... Si vous allez par exemple au Metropolitan à New York, à six mois de distance vous voyez de nouvelles galeries, de nouvelles œuvres, qui sont des dons : « Don de M. et Mme Untel », qui sont la dernière grande fortune américaine, qui font des dons parfois considérables aux musées comme le Met à New York, la National Gallery à Washington, etc.

La question du marché... Le marché, de toute façon, est omniprésent, y compris dans des pays où l'État intervient massivement. Par exemple au Musée du Louvre, en France. Il y a une Société des amis du Musée du Louvre, qui essaie de récolter des fonds privés. Mais également l'État essaie, quand il le peut, d'aider le Musée du Louvre à racheter certaines œuvres qu'il ne pourrait pas acquérir autrement. Sans entrer dans les détails, je crois qu'on ne peut pas opposer le marché et l'État, en matière culturelle. Je crois que même dans les pays où la tradition étatique est la plus forte en matière culturelle, les forces du marché ne sont pas absentes.

Deux points...

En effet, dans la discussion, on oppose clairement l'État, au sens « le gouvernement », et la société civile, mais dans la réalité il y a toujours une interpénétration. Par exemple, même dans un état très centralisé comme l'État français — je parlais par exemple de Jack Lang quand il était ministre de la Culture —, aujourd'hui il y a évidemment des relations incestueuses (ou pas incestueuses) entre les administrations, les fonctionnaires, les artistes etc.



UNIUNEA EUROPEANA



GUVERNUL ROMÂNIEI
MINISTERUL MUNCII, FAMILIEI
SI PROTECTIEI SOCIALE
AMPOSDRU



Fondul Social European
POSDRU 2007-2013



Instrumente Structurale
2007-2013



OIPOSDRU



ACADEMIA ROMÂNĂ

C'est d'ailleurs vrai dans d'autres domaines. Prenez par exemple la politique et les médias : il y a des relations multiples qui s'établissent. Donc même dans un État très centralisé, ce qu'on appelle abstraitement l'État ou le gouvernement subit l'influence, non seulement des artistes et des lobbies qui leur correspondent, mais également de milieux qui s'intéressent pour des raisons diverses aux questions culturelles sans être eux-mêmes des créateurs culturels. C'est vrai aussi en sens inverse aux États-Unis. Il faut savoir qu'aux États-Unis, l'activité cinématographique est le second produit d'exportation, c'est donc une activité économique considérable. C'est un sujet qu'on n'a qu'effleuré aujourd'hui, le rapport entre culture et économie. Le cinéma est aux États-Unis une activité économique de première importance. Donc il y a des lobbies extraordinairement puissants, qui passent aussi par la politique. On dit toujours que Ronald Reagan a été un acteur de seconde zone, mais c'est infiniment plus compliqué que cela. Outre le fait qu'il n'était pas si mauvais que cela comme acteur, il était surtout un syndicaliste du cinéma, et, quand on regarde les choses de près, on s'aperçoit qu'il y a eu des rapports entre lui et l'État fédéral qui sont plus qu'ambigus et qui montrent très bien le genre de phénomènes que Serge vient de décrire. Donc assurément, la réalité est beaucoup plus mixte que la théorie. Mais la théorie vaut quand même comme pôle de référence.

Ce que je pense, c'est qu'on est tributaire d'une réalité. On ne change pas le monde comme cela, et cela ramène à la notion de culture dans le sens basique du terme. Comme Français, même si j'essaie d'être le plus ouvert possible aux autres, je suis quand même tributaire de ma culture et de mes réflexes fondamentaux. Ce qu'il faut, comme toujours, c'est chercher à bien comprendre les autres et à faire du comparatif, ce que les Anglais appellent le *bench-marking* — je crois que c'est extrêmement important, surtout dans un monde de plus en plus ouvert — et de rester critique vis-à-vis de soi-même. Les deux systèmes ont des avantages et des inconvénients, mais les deux peuvent déraiser. Je crois que l'un des grands intérêts de la comparaison, c'est aussi de mettre le doigt sur les excès. Par exemple, dans le système où l'État joue un rôle très important, les excès, c'est ce qu'on appelle vulgairement le copinage, où l'État, qui est supposé être indépendant et objectif, en réalité sert les copains et les coquins. Donc c'est beaucoup plus au niveau de la mise en œuvre qu'il faut être vigilant, et s'ouvrir aux autres. De toute façon, si nous voulons construire l'Union européenne, il faut inventer des modes de coopération nouveaux, et on ne pourra sûrement pas le faire en



UNIUNEA EUROPEANA



GUVERNUL ROMÂNIEI
MINISTERUL MUNCII, FAMILIEI
SI PROTECTIEI SOCIALE
AMPOSDRU



Fondul Social European
POSDRU 2007-2013



Instrumente Structurale
2007-2013



MINISTERUL
EDUCAȚIEI
CERCETĂRII
TINERETULUI
SI SPORTULUI
OIPOSDRU



ACADEMIA ROMÂNĂ

transposant purement et simplement les pratiques et les références de tel ou tel membre de ladite Union.

Je retiens trois points dans ce que tu viens de dire.

Le premier, sur la Suisse. La Suisse elle-même est un objet unique et fascinant. Ce qu'il faut bien voir, c'est que la Suisse en tant qu'objet politique, en tant qu'unité politique, est une anomalie historique totale. On ne peut comprendre, et encore, la Suisse qu'en regardant d'assez près son histoire. La construction politique de la Suisse est aussi improbable que les phénomènes géologiques les plus improbables. Je ne sais pas si certains d'entre vous ont visité l'Australie. Au centre de l'Australie, il y a un phénomène géologique extraordinaire qui s'appelle Ayers Rock. C'est au milieu d'un désert complètement plat, une sorte de pierre sublunaire qui doit avoir un kilomètre de large et trois cents mètres de haut et qui ressemble à un pain. C'est une anomalie géologique complète. La Suisse, c'est pareil. Les cantons suisses ont une autonomie, d'ailleurs pas seulement dans le domaine culturel mais dans tous les domaines (fiscal ou autres), qui est tellement extraordinaire que personne ne sait qui est le président de la Confédération à moins de l'avoir rencontré hier, puisqu'il change tous les ans ! Le miracle, c'est qu'il y ait tout de même quelque chose qui s'appelle la Suisse en dépit de cette réalité, et qu'il y ait une culture suisse en dépit du fait qu'il n'y a pas de langue suisse, mais coexistence réelle de plusieurs langues. C'est un cas tout à fait particulier, qui montre du reste l'importance de l'histoire. Pour s'en tenir à notre vieille Europe, il y a des micro-points qui sont aussi totalement anormaux mais qui s'expliquent par l'histoire. Prenez par exemple le Lichtenstein, Monaco ou même le Luxembourg. Ce sont des situations très particulières, mais qui en même temps font partie de la richesse de l'Europe. Du reste, pour l'avenir de l'Europe, une question qui est souvent posée, c'est : est-ce que l'Europe du futur ne sera pas précisément une grande Suisse ? Est-ce que l'avenir de l'Europe n'est pas la Suisse, ou une variation de la Suisse ?

Deuxième point. Ce que tu viens de dire est très profond, et j'aime bien cette remarque sur la linguistique, c'est-à-dire l'universalité... un caractère scientifique pur, qui appartiendrait à la linguistique, alors que les langues particulières sont au contraire des manifestations par excellence de la notion de culture.



UNIUNEA EUROPEANA



GUVERNUL ROMANIEI
MINISTERUL MUNCII, FAMILIEI
SI PROTECTIEI SOCIALE
AMPOSDRU



Fondul Social European
POSDRU 2007-2013



Instrumente Structurale
2007-2013



OIPOSDRU



ACADEMIA ROMÂNĂ

Le troisième point, c'était ta conclusion, qui au fond repose en des termes différents, en utilisant le concept de praxéologie, la question de la politique culturelle, mais dans un sens forcément très lâche, à l'image d'ailleurs de la construction européenne elle-même.